

bre siégeait aussi. D'autres comités importants se réunissent tous les jours et, parfois, deux fois par jour, dans un effort désespéré pour terminer leurs délibérations. On ne peut ainsi examiner convenablement les affaires de l'Etat. Un autre comité important étudie l'affaire des mitrailleuses Bren. Nous savons tous qu'elle a jeté certains doutes sur la conduite d'un membre du cabinet et de hauts fonctionnaires. Je ne donne pas à entendre, — je ne crois vraiment pas qu'il en soit ainsi, — que le Gouvernement veut procéder ainsi pour éviter la discussion de cette déplorable affaire, mais s'il insiste sur cette motion, la Chambre se trouvera dans l'impossibilité de discuter la question comme elle devrait le faire. Par souci de sa dignité personnelle, le Gouvernement devrait veiller à ce qu'il y ait un débat sur le sujet avant la fin de la session, peut-être la dernière de la présente législature.

Il reste plusieurs mesures législatives importantes à étudier. Il y a ces très importants projets de loi relativement à l'agriculture. Pas plus tard qu'aujourd'hui, j'ai reçu du conseil municipal de Winnipeg un télégramme m'engageant à plaider en faveur de la fixation du prix du blé à 80c. lorsqu'on fera l'étude des projets de loi qui nous ont été soumis. La question n'intéresse pas seulement quelques cultivateurs; c'est une question capitale pour l'Ouest entier. Comment puis-je laisser adopter à la vapeur une mesure de cette envergure, une mesure si importante que nous avons déjà forcé le Gouvernement à faire certaines concessions et que nous devrions lui en arracher d'autres? Comment pouvons-nous voter à la hâte ces projets de loi très importants au sujet de l'agriculture?

Il y a aussi les questions des frais d'établissement du National-Canadien, une autre question fort importante et que l'autre chambre a déjà discutée, — elle a du moins étudié les questions connexes, le problème de nos chemins de fer et le projet de fusion ou de collaboration, quelque nom que vous lui donniez? Nous n'avons pas encore discuté ces questions capitales.

Le très hon. M. LAPOINTE: Nous sommes tous opposés à la chose.

M. WOODSWORTH: Peut-être, mais discutons le problème et réglons-le régulièrement.

Prenez le budget des dépenses. Je n'en ai point fait une vérification soignée, mais je pense que nous n'avons pas étudié plus du quart des crédits. On a beau dire que les crédits sont là, que nous devons les adopter ou les rejeter tels quels, cette manière d'agir

[M. Woodsworth.]

n'en est pas moins contraire au principe qui inspire la procédure parlementaire et aux droits du parlement. Somme toute, la délibération du budget des dépenses constitue la seule occasion que nous ayons d'examiner les travaux des divers services administratifs. La plupart de ces ministères n'ont pu être passés en revue. On nous propose maintenant, aux dernières heures de la session, de voter à la hâte la majeure partie des crédits sans en faire l'étude.

Le très hon. M. LAPOINTE: La session ne semble pas être sur ses dernières heures.

M. WOODSWORTH: J'espère que non. C'est pour cela que je prends la parole, pour empêcher qu'elle ne se termine sans avoir terminé son travail.

Prenez une autre question, celle de la défense nationale. Nos chefs militaires et d'autres nous ont dit que la question de la défense nationale était pour le pays la plus importante de l'heure. On nous a fait savoir que la guerre était imminente, que si tel était le cas le Canada devrait consacrer une grande partie de son énergie à étudier la part qu'il devrait prendre à sa propre défense. Nous n'avons pas encore eu l'occasion de discuter la question de la défense nationale. Nous avons discuté notre politique étrangère; quelques-uns d'entre nous ont dû presque insister pour que cette discussion ait lieu. Nous voici à une semaine de la prorogation, ou de la date proposée, et qu'avons-nous fait au sujet du ministère de la Défense nationale, question qui soulève une grande divergence d'opinions dans le pays? On nous dit en dépit de tout que nous n'aurons pas l'occasion de discuter cette si importante question. J'imagine que si j'étais fortement en faveur d'un accroissement considérable des crédits de la défense, à cause du danger qui menace notre pays, je tiendrais à rester ici tout l'été, si c'était nécessaire, afin que nous puissions être prêts en cas de guerre. Ne prenant pas cette attitude, j'ai l'impression que plusieurs d'entre nous devront rester ici aussi longtemps qu'il est nécessaire pour empêcher le Gouvernement de projeter de lourdes dépenses militaires, sans qu'il nous dise au moins à quelles fins elles sont destinées et sans nous montrer comment elles viendront à appuyer un programme que le Gouvernement aura pu présenter.

J'ai dit au premier ministre (M. Mackenzie King), après sa déclaration sur notre politique extérieure, que j'ignorais quelle était au juste la politique étrangère du Gouvernement, bien que j'aie suivi attentivement ses paroles. Le mieux que nous puissions faire maintenant c'est de chercher, par l'étude des crédits de la